

MAINE-ET-LOIRE

COURRIER DE L'OUEST 12-06-2008

3 QUESTIONS A Christophe Gabillard

« Les demandes d'aide alimentaire et de report d'impôts augmentent »

Christophe Gabillard est responsable du service action générale de l'Union départementale des associations familiales de Maine-et-Loire (UDAF).



Christophe Gabillard

1 L'UDAF, qu'est ce que c'est ?

« C'est une association créée par les pouvoirs publics par ordonnance en 1945, qui réunit 14 mouvements familiaux dans le département, représentant 230 associations et 25 000 familles : Familles rurales, l'Association des paralysés de France, l'Association d'aide à domicile en milieu rural, l'Union nationale des familles, Familles de France, l'ADAPEI... »

2 Quelles sont vos missions ?

« L'UDAF donne son avis aux pouvoirs publics sur les questions qui touchent aux affaires familiales : cette année, elle s'est notamment prononcée contre l'ouverture des magasins le dimanche, contre la suppression de la demi-part fiscale pour les parents isolés, contre la pratique des dépassements d'honoraires. L'UDAF représente également les familles au sein de la CAF, de la CPAM, de la Mutualité sociale agricole, des organismes HLM, des centres communaux d'action sociale, dans les hôpitaux... Enfin, l'UDAF gère, via ses 180 travailleurs sociaux, des services qui lui ont été confiés par les pouvoirs publics : elle suit à ce titre 4 600 personnes dans le cadre de tutelles, curatelles et protections de majeurs vulnérables. »

pour recenser des indicateurs locaux, relevés via les instances où l'UDAF est représentée. Conclusions : les demandes de prêts et secours ont augmenté à la CAF et à la MSA, les demandes d'aides alimentaires ont augmenté dans les associations caritatives, les demandes de report d'impôts ont augmenté, de même que les demandes de parcelles de jardins familiaux à cultiver. Mais paradoxalement, la part du budget des familles consacrée au logement et à l'alimentaire a diminué au profit de la téléphonie, de la micro-informatique, des vacances au ski... Maintenant, une réflexion s'engage sur les actions de formation et de prévention à mettre en place pour faire évoluer les pratiques. »

3 Comment l'UDAF se positionne-t-elle vis-à-vis de la crise ?

« Il y a eu à l'UDAF, en 2008, une volonté de réfléchir aux effets de la crise. Une commission a été créée